

Le marché en bref 11/2025

Revue des marchés
et sujets d'actualité

Actions et matières premières 02

- Les actions de la Big Tech battent des records
- La bulle ne cesse de grossir
- Les cours de l'or et de l'argent se normalisent

Placements alternatifs 08

- Finance des contentieux: gagner de l'argent avec des litiges
- Une possibilité de diversification intéressante
- Une nouvelle composante pour le portefeuille des investisseurs institutionnels

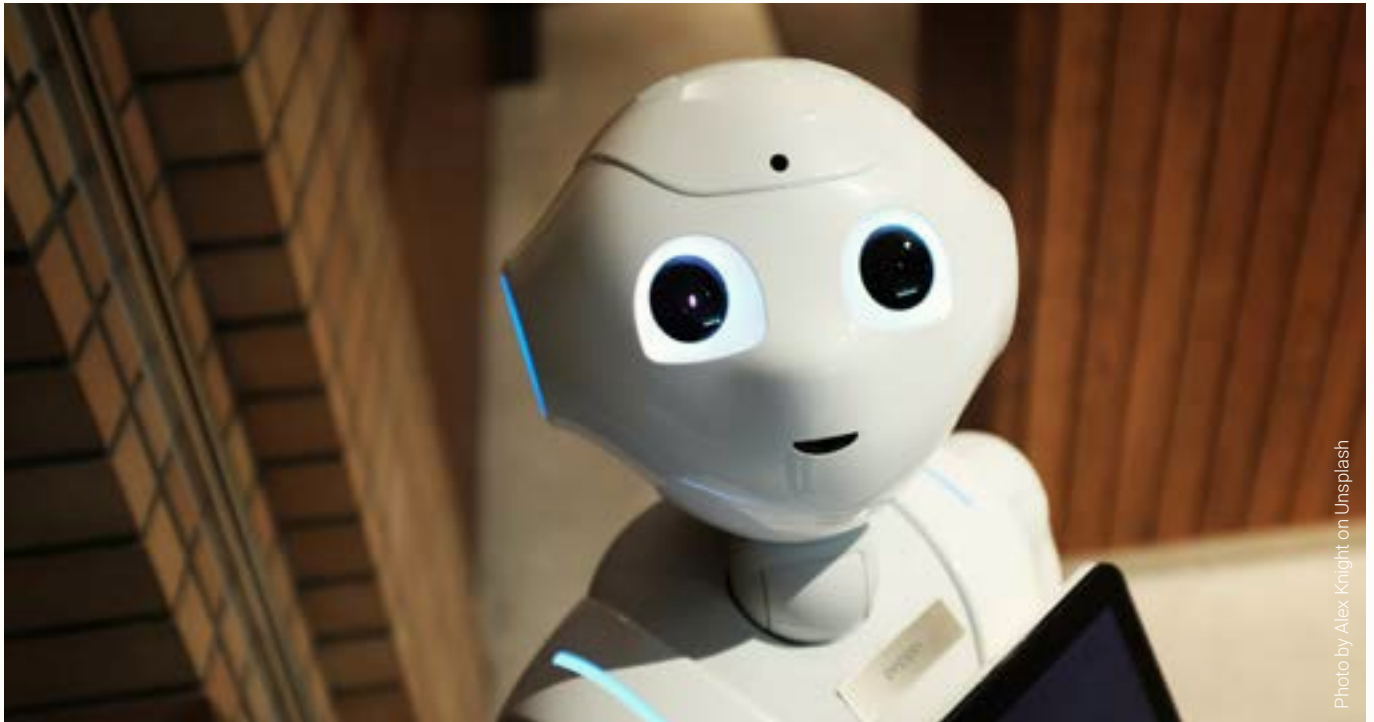
Revenu fixe 04

- La Fed assouplit une nouvelle fois sa politique
- L'économie mondiale se porte mieux que prévu
- La dette mondiale croît constamment

Performance solide des fonds 11

- Tellco Classic Stratégie 100 convainc
- Performance supérieure à la moyenne par rapport aux pairs
- Aperçu de notre approche

Nouveaux records pour la Big Tech



Les actions atteignent de nouveaux sommets, grâce à la politique de taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) et aux bénéfices des grandes entreprises technologiques, soutenus par des avancées dans les négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, mais aussi à une volatilité qui continue de diminuer.

Ainsi, à l'approche de la fin de l'année, l'économie mondiale se montre plus résistante que beaucoup ne l'avaient prévu. Les bas prix de l'énergie, la robustesse des dépenses de consommation et les bénéfices élevés des entreprises, notamment aux Etats-Unis, constituent des facteurs positifs. Dans le même temps, les taux d'intérêt en baisse soutiennent les marchés des actions. Cependant, l'environnement est devenu plus complexe. En effet, les marchés suisses des actions étaient récemment sous pression, notamment en raison des mauvaises nouvelles concernant Roche et Novartis.

Le super mercredi du 29 octobre

Il n'est pas excessif d'affirmer que le dernier mercredi d'octobre pourrait être décisif pour la phase finale des marchés des actions cette année. Les principaux indices des actions américains avaient déjà atteint de nouveaux records avant que la Réserve fédérale américaine ne décide, comme prévu, de baisser ses taux de 25 points de base le 29 octobre. De plus, plusieurs grandes entreprises technologiques ont annoncé leurs bénéfices après la clôture des bourses, dont Microsoft, Alphabet, Apple et Meta. Dans ce contexte, nous avons cherché d'autres confirmations que ces entreprises sont en mesure de monétiser le potentiel de l'intelligence artificielle et nous avons vérifié si les bénéfices des entreprises technologiques sont à la hauteur de leurs valorisations actuelles.

Actions et matières premières**Quelques actions technologiques continuent de dominer**

C'est incroyable: le S&P 500 a franchi la barre des 6'900 points alors que 400 des 500 titres de l'indice ont clôturé en baisse. Cela signifie qu'il a progressé bien que près de 80% des entreprises participantes aient clôturé en baisse. Les Big Tech continuent donc de tout dominer. Au vu de ces nouveaux records, il ne semble pas absolument nécessaire que la Fed abaisse encore les taux d'intérêt. Il règne donc une certaine nervosité quant au ton adopté par Jerome Powell, président de la Fed, lors de sa conférence de presse. En effet, ses perspectives pour le reste de l'année ont gâché la bonne ambiance: une baisse des taux d'intérêt en décembre «n'est pas assurée», a-t-il souligné. Bien au contraire, il y aurait, selon lui, «des avis très divergents sur la façon dont les choses doivent se poursuivre en décembre».

**Les cours des matières premières se normalisent**

Le secteur des matières premières a enregistré d'importantes prises de bénéfices: l'or a perdu environ 8% par rapport à son cours le plus élevé mi-octobre (4'356 USD/once). L'argent se trouve toujours dans une phase de correction. Depuis le 16 octobre, le cours a perdu environ 11% après les fortes hausses précédentes, mais la plupart des ventes rapides semblent terminées. Nous avons enregistré ces derniers jours la plus grande sortie hebdomadaire de capitaux des ETF sur l'or depuis 2022, mais, le 28 octobre, nous avons connu la plus faible sortie quotidienne depuis le début de la chute des cours. Si l'on considère que les flux de capitaux sont un indicateur des activités commerciales des investisseurs et des investisseurs privés, il est tout à fait possible que les petits investisseurs les plus faibles aient déjà réduit leurs positions. Il n'y a aucune raison pour que les banques centrales des pays industrialisés ou émergents deviennent maintenant de grands vendeurs. Dans l'ensemble, il est donc possible que le pire soit presque derrière nous, car la situation est similaire à celle qui a suivi les précédentes baisses de taux de la Fed. Cela signifie que le niveau le plus bas n'est pas encore tout à fait atteint, mais qu'il ne devrait plus être très loin.

L'économie mondiale se défend vaillamment



Les écarts de crédit se maintiennent à leur plus bas niveau historique. Il faut en chercher les raisons dans l'excès de liquidités sur les marchés financiers, la robustesse de l'économie mondiale et la confiance en un nouvel ordre mondial, dirigé par les cryptomonnaies et l'intelligence artificielle.

Le rendement des obligations d'Etat américaines à dix ans est tombé en dessous de 4%, signe que les investisseurs ont compris que la Fed poursuit une politique monétaire accommodante et que le resserrement quantitatif (QT) est écarté. Le blocage de l'administration («shutdown») a retardé la publication d'importantes données économiques. En conséquence, la Fed a décidé, pour des raisons liées aux risques, d'abaisser le taux directeur de 25 points de base à 4%. En septembre, l'inflation sous-jacente approchait des 3% et était donc toujours supérieure à l'objectif de 2%, ce qui signifie que le ralentissement de l'économie américaine pourrait être moins fort que prévu. La probabilité d'une poussée soudaine de l'inflation est faible et, s'il y a une surprise, elle concernera plus le marché du travail que les prix. La Fed a adopté un ton calme et a souligné que l'économie restait résiliente malgré les interventions précédentes.

Revenu fixe**La marge de manœuvre de la Fed augmente**

Le recul de l'inflation aux Etats-Unis a donné à la Fed la marge de manœuvre nécessaire pour continuer à assouplir sa politique en octobre. En septembre, l'inflation sous-jacente aux Etats-Unis a diminué: sans les aliments et l'énergie, l'indice des prix à la consommation de base n'a augmenté que de 0,2% par rapport au mois précédent – la plus faible augmentation depuis trois mois – contre 3% en comparaison annuelle. L'indice global a également ralenti : plus 0,3% par rapport au mois d'août et 3% par rapport à l'année précédente. Ces chiffres apaisent, mais ne suffisent pas à lever l'alerte. Ils permettent des assouplissements prudents, tandis que l'inflation persistante dans les services reste préoccupante.

Sur le plan politique, la France prend un virage

La probabilité d'un compromis budgétaire en France a augmenté depuis que le deuxième gouvernement du Premier ministre Sébastien Lecornu a proposé de suspendre la réforme des retraites jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. Le parti socialiste a salué cette proposition et a confirmé qu'il s'abstiendrait lors des motions de censure. Le risque d'un nouveau renversement du gouvernement (qui pourrait éventuellement conduire à des élections législatives anticipées) semble donc pour l'instant écarté. Le gouvernement a présenté le projet de budget juste à temps pour que le Parlement puisse le voter avant la fin de l'année. Cela réduit la probabilité que la France commence l'année prochaine avec un «budget spécial» gelé.



Les analystes supposent que le gouvernement fera d'autres concessions au cours des négociations parlementaires. De fait, le Premier ministre Lecornu a déjà admis que l'objectif de déficit de 4,7% pourrait être porté à 5% du produit intérieur brut (PIB). La suspension de la réforme des retraites jusqu'à l'élection présidentielle, en 2027, n'aura qu'un impact limité sur les perspectives budgétaires à court terme. Le principal risque est plutôt celui d'une suspension prolongée, qui pèserait clairement sur la situation budgétaire à moyen terme: selon les estimations, une suspension définitive de la réforme des retraites augmenterait le déficit de 0,5% du PIB d'ici 2035. Cela pourrait entraîner une augmentation de la dette publique de trois à quatre points de pourcentage au cours des dix prochaines années. Elle se stabiliserait ainsi autour de 130% du PIB.

Revenu fixe**Sur le plan financier, la situation est plus sombre**

Au cours du mois d'octobre, l'agence de notation S&P a pris la décision exceptionnelle d'abaisser la note de France à A+ avec des perspectives stables. Fitch lui ayant déjà attribué la même note, la France est désormais notée A+ par deux grandes agences de notation, ce qui devrait entraîner son exclusion des indices obligataires souverains exclusivement notés AA. Cela pourrait entraîner des sorties passives modérées. S&P justifie sa notation par l'incertitude persistante concernant les finances publiques, malgré la présentation du projet de budget pour 2025, ainsi que par le contexte politique des élections présidentielles de 2027. L'agence prévoit un taux d'endettement d'environ 121% d'ici fin 2028. Les perspectives stables indiquent que le risque d'une nouvelle rétrogradation à court terme est limité, hormis en cas de détérioration significative par rapport au scénario de base de S&P.

C'est l'effondrement le plus fort depuis mars 2022, lorsque les conséquences économiques de l'invasion russe en Ukraine sont devenues perceptibles

L'industrie allemande ressent les effets des droits de douane américains

Le secteur industriel allemand a subi un revers en août: l'Office fédéral des statistiques a signalé un recul de la production industrielle de 4,3% par rapport au mois précédent. C'est l'effondrement le plus fort depuis mars 2022, lorsque les conséquences économiques de l'invasion russe en Ukraine sont devenues perceptibles. Il a dépassé les attentes des analystes, qui n'avaient prévu qu'une baisse de 1%. La moyenne sur trois mois, moins volatile, montre une image similaire: entre juin et août, la production industrielle était inférieure de 1,3% à celle des trois mois précédents. L'industrie automobile, la plus importante industrie allemande, a enregistré une forte baisse de la production de 18,5% en août, qui s'explique par les congés annuels dans les entreprises et des changements dans la production. De plus, la faible demande, surtout en provenance des Etats-Unis, a accentué ce ralentissement. Au cours des mois précédents, les clients américains avaient préféré acheter des voitures allemandes afin d'anticiper d'éventuels droits de douane. Maintenant que cette demande diminue, les fabricants allemands ressentent clairement les conséquences.

Le FMI met en garde contre la hausse de la dette

Le Fonds monétaire international a confirmé la résistance inattendue de l'économie mondiale, malgré une série de chocs tels que les guerres commerciales, les durcissements des politiques monétaires ou les tensions géopolitiques. Il prévoit que la croissance économique mondiale diminuera légèrement, à environ 3% en 2025–2026, après avoir atteint 3,7% avant la pandémie. Il souligne que les Etats-Unis ont pu éviter une récession grâce à un secteur privé flexible et à des conditions financières encore accommodantes. Il met cependant en garde contre une phase d'incertitude exceptionnelle, caractérisée par une hausse du prix de l'or (au-dessus de 4'000 USD/once), des évaluations financières comparables à celles de la bulle Internet en 2000, et le risque d'une bulle dans le domaine de l'intelligence artificielle. Les droits de douane américains initialement annoncés à 23% s'élèvent désormais à 17,5%. Les réactions internationales demeurent modérées. Un nouveau cycle de négociations douanières

Revenu fixe

pourrait avoir lieu si les coûts plus élevés sont répercutés sur les consommateurs au-delà de l'inflation. Le FMI souligne également les dangers de la dette mondiale, qui devrait dépasser 100% du PIB mondial d'ici 2029, et appelle à des réformes structurelles. Cela passe par exemple par la réduction de la dette et la consolidation budgétaire, l'encouragement.

**Le rôle du marché euro-dollar**

La fortune financière mondiale totale s'élève à environ 480'000 milliards de dollars. La masse monétaire M2 aux Etats-Unis s'établit cependant à seulement environ 22'000 milliards de dollars, soit environ 4,6% de la fortune financière mondiale. Le dollar est la devise dominante pour les transactions internationales et la dette. Il en résulte que, bien qu'il existe d'énormes quantités d'actifs dans le monde, il n'y a proportionnellement que peu de dollars américains disponibles en tant que liquidités pour acheter ces actifs - en particulier en période de crise, lorsque la demande de placements sûrs augmente. Au centre se trouve le soi-disant marché euro-dollar: un réseau situé en dehors des Etats-Unis pour le dollar américain, dont le volume est estimé entre 17'000 et 20'000 milliards de dollars et qui opère largement en dehors du contrôle de la Réserve fédérale américaine. Le paysage financier mondial est ainsi particulièrement vulnérable aux pénuries de liquidités en dollars américains lorsque l'incertitude et la peur augmentent sur les marchés. En période de confiance, le marché euro-dollar favorise la liquidité mondiale. En temps de crise, il amplifie le risque: les emprunteurs doivent rembourser leurs dettes en dollars américains, les prêteurs exigent des espèces, et les dollars «disparaissent» avec les remboursements. Ce cercle vicieux mène à une pénurie de dollars, obligeant les acteurs à liquider leurs actifs pour obtenir de la monnaie étrangère. Le phénomène s'accélère de lui-même, comme une avalanche déclenchée par un seul grain de sable dans un système déjà instable. Ce scénario potentiel montre la vulnérabilité non linéaire de la structure mondiale: d'un côté, nous vivons dans un monde qui croule sous les dettes en dollars, mais qui souffre structurellement d'un manque de dollars liquides. D'où les risques liés aux valeurs patrimoniales en dollars américains. De l'autre côté, il convient d'ajouter que le niveau élevé des émissions sur les marchés obligataires indique actuellement une stabilité des liquidités, et ce notamment parce que les primes de risque se maintiennent à des niveaux historiquement bas.

Finance des contentieux



Dans un environnement des placements alternatifs en constante évolution, la dette privée (ou crédit privé) est devenue une composante essentielle des portefeuilles institutionnels. La finance des contentieux, ou financement des contentieux, constitue une niche toute particulière.

Les fonds de crédit privé opèrent en dehors des marchés publics: au lieu d'acquérir des obligations cotées en bourse, ils octroient des crédits directs à des sociétés non cotées en bourse ou à des projets spécifiques. En contrepartie, ils reçoivent des paiements d'intérêts réguliers, qui sont généralement couplés aux taux d'intérêt du marché, ainsi qu'une rémunération supplémentaire pour l'illiquidité et le risque de crédit. Les investisseurs profitent ainsi de rendements plus élevés que dans le segment du crédit traditionnel, mais ils doivent accepter des horizons de placement plus longs (cinq à dix ans) et un marché plus opaque. Au sein du crédit privé, on peut distinguer différentes stratégies, qui présentent toutes un profil risque-rendement différent.

Le visage non conventionnel de la dette privée

La finance des contentieux, c'est-à-dire le financement des litiges, émerge actuellement comme une niche de la dette privée, qui allie rendement, diversification et impact social. Bien qu'elle fasse partie de l'univers du crédit privé, la finance des contentieux se distingue par sa nature atypique. Ici, le capital n'est pas utilisé pour financer la croissance d'une entreprise ou une transaction, mais pour couvrir les frais juridiques d'une procédure civile ou commerciale. En contrepartie, les investisseurs reçoivent

Placements alternatifs

généralement 20 à 40% d'une éventuelle indemnisation ou d'un règlement. Néanmoins, si la procédure échoue, ils perdent également leur capital investi. Il s'agit donc d'un investissement «non-recourse» assorti d'un profil risque-rendement correspondant à une forme de crédit subordonnée avec un profil de paiement binaire.

Une alternative spéciale aux placements alternatifs

Fondamentalement, la finance des contentieux présente des caractéristiques similaires à celles de la dette privée: elle est illiquide, nécessite un horizon de placement moyen ou long et repose sur une évaluation minutieuse des risques. Cependant, le risque de crédit classique est ici remplacé par un risque juridique. Tandis que, chez le gestionnaire de crédit, l'examen de la solvabilité d'une entreprise est au premier plan, le gestionnaire en finance des contentieux évalue les chances de réussite d'une action, les preuves, la juridiction compétente et la solvabilité du défendeur.

On peut distinguer deux stratégies principales :

1. **Financement au cas par cas** : le financement d'une procédure unique, souvent très volumineuse, par exemple en cas de violation de brevets ou dans le cadre d'un arbitrage commercial international. Le fond de ces litiges peut être très varié et aller des litiges sportifs, des affaires portant sur la protection des données et les ententes, aux actions en dommages-intérêts collectifs, en passant par les dommages corporels, les procédures portant sur le temps de travail et les procédures de lancement d'alerte.
2. **Financement de portefeuille** : aujourd'hui plus répandu chez les investisseurs institutionnels; ici, un fonds finance des dizaines ou des centaines de cas en même temps, réduisant ainsi la volatilité des résultats et créant un flux de revenus plus régulier.

Dans les deux cas, la logique est identique à celle d'un portefeuille de crédit: la diversification, la sélection et la gestion active des risques sont décisives.

Rendements et diversification

Les fonds de finance des contentieux offrent typiquement des rendements cibles allant de 12 à 20% par an (en USD, bruts) avec un horizon de placement de cinq à huit ans. Leur attrait particulier pour les investisseurs institutionnels ne réside toutefois pas seulement dans le niveau des rendements, mais surtout dans la faible corrélation avec les marchés traditionnels. En effet, l'issue d'un litige ne dépend ni des fluctuations des taux d'intérêt, ni de la volatilité des actions, mais de facteurs juridiques et procéduraux. Dans un portefeuille de dette privée, qui est principalement axé sur des stratégies d'entreprise ou de valeur réelle, l'ajout d'une composante juridique peut réduire la volatilité globale et améliorer le rapport risque-rendement, c'est-à-dire l'efficacité du risque. En effet, cette composante contribue à une meilleure diversification et à une structure de rendement plus stable. En termes de flux de trésorerie, la finance des contentieux s'apparente à une stratégie de crédit dite «event-driven»: les sorties de capitaux se font progressivement pour couvrir les frais de justice, tandis que les retours ne sont pas continus, mais liés à des événements («events») spécifiques, à savoir des décisions de justice favorables ou des règlements extrajudiciaires qui génèrent les revenus.

Placements alternatifs**Risques et défis opérationnels**

La finance des contentieux est très complexe. Le principal risque réside dans une évaluation erronée des perspectives de réussite, car chaque cas est unique et les risques juridiques sont difficiles à standardiser. Un autre défi est le facteur temps: les procédures peuvent durer de nombreuses années et subir des retards imprévisibles, ce qui peut affecter la liquidité du fonds. Enfin, le cadre réglementaire est également hétérogène: alors que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Australie disposent de réglementations claires, la pratique est encore en cours d'élaboration dans de nombreux pays européens, même si la jurisprudence ouvre de plus en plus de possibilités. En Suisse, plusieurs cabinets collaborent déjà avec des fonds de finance des contentieux mondiaux pour structurer des transactions transfrontalières. Cela ouvre la voie à un modèle de coopération entre capitaux institutionnels, expertise juridique et acteurs du marché mondiaux, comme c'est le cas à Londres ou à New York.

**Une composante complémentaire pour les investisseurs institutionnels**

Dans les portefeuilles institutionnels, la finance des contentieux se présente comme une extension complémentaire de la dette privée, qui ouvre de nouvelles sources de rendements non corrélés et introduit une source de rendement purement idiosyncrasique. Malgré ses risques spécifiques, cette stratégie offre une combinaison intéressante entre potentiel de rendement, utilité sociale et effet de diversification.

Sources

- Future Market Insights (2025): «Litigation Funding Investment Market – Trends & Forecast 2025 to 2035», <https://www.futuremarketinsights.com/reports/litigation-funding-investment-market>
- Law Business Research Ltd (2021): «Third Party Litigation Funding Law Review»

Performance solide de notre fonds Tellco Classic Stratégie 100

L'année 2025 le confirme : une stratégie claire et une gestion disciplinée portent leurs fruits. Notre fonds Tellco Classic Stratégie 100 a enregistré, à fin octobre 2025, une performance de 9,40 % après déduction de tous les frais – et reste ainsi bien placé pour surpasser à nouveau la moyenne de ses pairs.

Performance supérieure sur trois ans

Sur les trois dernières années, le fonds a réalisé une surperformance marquée par rapport aux fonds de stratégie comparables. Cela confirme notre approche d'investissement et l'engagement de notre équipe de gestion, qui sait saisir les opportunités du marché tout en gérant les risques de manière maîtrisée.

Ce qui distingue notre approche

- Large diversification entre classes d'actifs, régions et secteurs, avec une surpondération actuelle des marchés émergents et des actions européennes
- Gestion tactique active dans des phases de marché dynamiques
- Accent sur la qualité et la durabilité dans la sélection des titres

Nous sommes fiers de cette évolution solide et restons convaincus que notre approche continuera à créer une valeur ajoutée durable pour nos clientes et clients de la prévoyance.

Avertissement

Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable des performances futures.

Tellco Banque SA – Votre partenaire de financement immobilier

En tant que spécialistes de la prévoyance et du patrimoine, nous sommes heureux de vous épauler dans le financement et acquisition du projet de vos rêves. Nos offres globales vous placent, vous et vos besoins, au centre de nos activités et nous vous proposons des solutions taillées sur mesure pour votre propre logement.

Tellco Banque SA est une banque suisse supervisée par la FINMA dont le siège se trouve à Schwyz.

Nos experts en financement vous apporteront un conseil personnalisé. N'hésitez pas à nous contacter.

kredite@tellco.ch
058 442 91 00

Taux d'intérêt indicatifs* en novembre 2025

Hypothèque à taux fixe	3 ans	1,00 %
	5 ans	1,10 %
	7 ans	1,25 %
	10 ans	1,45 %
Hypothèque SARON**	SARON +	0,80 % Marge

* Ces taux d'intérêt sont des valeurs indicatives pour les hypothèques de premier rang sur les logements à usage propre. Ils s'appliquent à des logements de premier ordre et à des emprunteurs dont la solvabilité est irréprochable.

** Le taux d'intérêt est d'au moins 0 %, plus la marge.

Produits Tellco

Produits Tellco



Tellco Classic

	ISIN	Tranche	31. Nov.	% Nov.	% YTD	Web
Tellco Classic II Actions Monde	CH0443816621	V	268,74	2,82	6,25	
Tellco Classic Actions Suisses ESG	CH0421075018	V	201,42	1,66	9,30	Mehr Infos
	CH0421074961	R	114,28	-0,10	7,03	
Tellco Classic Best Idea ESG	CH0442770316	V	125,96	4,08	10,72	Mehr Infos
	CH0442615701	R	135,93	4,08	10,73	
Tellco Classic Sustainable Heritage ESG	CH0583763542	V	81,63	3,97	4,88	Mehr Infos
	CH0583763534	R	71,98	3,96	4,70	
Tellco Classic Obligations CHF ESG	CH0421043669	V	106,86	0,06	0,15	Mehr Infos
	CH0421043594	R*	–	–	–	
Tellco Classic Obligations monde ESG	CH0421043768	V	84,41	0,18	-1,65	Mehr Infos
	CH0421043743	R*	–	–	–	
Tellco Classic Bonds in foreign currency hedged ESG	CH0469074956	V	89,75	0,58	-0,40	Mehr Infos
	CH0469074865	R	79,20	-1,42	-2,37	
Tellco Classic Inflation Protection ESG	CH1101347354	V	92,43	0,40	-1,47	Mehr Infos
	CH1101347347	R*	–	–	–	
Tellco Classic Aktien Alkimia ESG	CH0544465831	V	160,34	1,90	12,69	Mehr Infos
	CH0544465823	R	151,19	1,96	12,45	
	CH1116144333	P	117,46	1,91	12,66	

* Pas encore lancé

Tellco Classic Stratégie

	ISIN	Tranche	31. Nov.	% Nov.	% YTD	Web
Tellco Classic Stratégie 10	CH0450199770	V	126,33	0,81	2,20	Mehr Infos
	CH0544445619	R*	–	–	–	
Tellco Classic Stratégie 25	CH0450201261	V	138,47	1,29	3,41	Mehr Infos
	CH0544465658	R	–	–	–	
Tellco Classic Stratégie 45	CH0450201329	V	159,36	1,12	4,84	Mehr Infos
	CH0544465757	R*	–	–	–	
Tellco Classic Stratégie 100	CH0450382632	V	148,75	1,67	9,42	Mehr Infos
	CH0544465773	R	86,53	-5,64	1,56	

* Pas encore lancé

Remarque

Tranche R : Cette catégorie de parts s'adresse aux investisseurs privés et qualifiés.

Tranche V : Cette catégorie de parts est exclusivement réservée aux institutions de prévoyance suisses fiscalement reconnues (p. ex. caisses de pension, fondations de libre passage et fondations du pilier 3a).

Les Nombres

Les Nombres

Pays / PIB

	2025	2026	2027
États-Unis	1,90 %	1,90 %	1,80 %
Zone euro	1,30 %	1,30 %	1,10 %
Japon	1,10 %	1,10 %	0,70 %
Chine	4,80 %	4,80 %	4,30 %
Suisse	1,10 %	1,10 %	1,20 %

Pays / IPC

	2025	2026	2027
États-Unis	2,80 %	2,90 %	2,50 %
Zone euro	2,10 %	1,80 %	2,00 %
Japon	3,00 %	1,80 %	1,95 %
Chine	0,00 %	0,80 %	1,00 %
Suisse	0,20 %	0,60 %	0,80 %

Mentions légales

Le présent document a été élaboré par Tellco Banque SA (ci-après «Tellco») en toute bonne foi. Tellco ne donne toutefois aucune garantie quant à son contenu et à son exhaustivité et décline toute responsabilité quant aux pertes résultant de l'utilisation de ces informations. Les déclarations de Tellco contenues dans le présent rapport mensuel sont susceptibles de changer à tout moment sans préavis. Sauf mention contraire, les chiffres et les données n'ont pas été vérifiés. La présente publication a une visée purement informative et ne constitue pas une recommandation de placement. Elle ne remplace aucunement le conseil qualifié nécessaire préalable à toute décision d'achat, en particulier en ce qui concerne les risques liés à l'achat. Le présent document ne peut être reproduit ni intégralement ni partiellement sans l'accord écrit de Tellco. Il ne s'adresse expressément pas aux personnes qui, en raison de leur nationalité ou de leur domicile, ne sont pas autorisées à accéder à de telles informations sur la base de la législation en vigueur.

Telco Banque SA
Bahnhofstrasse 4
6431 Schwyz
Suisse

Sites



Romandie (Lausanne)

● Z



+41 58 442 27 00
ticino@tellco.ch